

Le chancelier Kurz annonce sa démission : « Mon pays est plus important que moi-même »

écrit par Jules Ferry | 10 octobre 2021



Impensable en France : au pays de la gastronomie, nos politiques n'ont pas d'honneur et gardent leurs "casseroles"

!

Le chancelier Sebastian Kurz (35 ans, ÖVP) a annoncé sa démission. « **Mon pays est plus important pour moi que moi-même. Ce qu'il faut maintenant, ce sont des conditions stables. Je voudrais donc faire de la place afin de sortir de l'impasse** », a déclaré Kurz lors d'une conférence de presse samedi soir.

Son successeur sera l'actuel ministre des Affaires étrangères Alexander Schallenberg (52 ans, ÖVP). Mais Kurz veut brièvement rester le patron de l'ÖVP et revenir au parlement en tant que chef de groupe.

"L'étape n'est pas facile pour moi", a déclaré Kurz samedi soir. Mais à son avis, il est irresponsable de **"s'engager dans une phase de chaos ou de dérapage politique d'un mois"**, tout en réfutant de **«fausses accusations»**.

Sebastian Kurz est soupçonné d'avoir utilisé par le passé des fonds gouvernementaux pour s'assurer une couverture médiatique favorable. Selon le parquet, entre 2016 et 2018, des articles élogieux et des études d'opinion *«partiellement manipulées»* auraient été publiés en échange de l'achat d'espaces publicitaires par le ministère des Finances, géré à cette époque par les conservateurs. [Note de C.Tasin : il est poursuivi pour cela, alors qu'en France, Macron manipule tout et tout le monde avec l'argent du contribuable, campagne après campagne... qui a payé le clip de campagne fait en personne par Macron pour les Européennes, par exemple ?]



Sondages, communication : le « pognon de dingue » dépensé par l'exécutif

Des dépenses qui n'ont cessé d'exploser.

Baromètres, sondages, études qualitatives, quantitatives... Le gouvernement ne lésine pas quand il s'agit de prendre la température des Français et de se faire comprendre d'eux.

La facture est donc très salée : les dépenses réalisées par l'exécutif en enquêtes d'opinion et communication s'élèvent à des centaines de millions d'euros, à en croire une enquête menée par L'Obs et publiée vendredi 4 juin.

Elles auraient même largement augmenté depuis les quinquennats de Nicolas Sarkozy, pourtant déjà très friand de ce genre d'outils, et de François Hollande. Ainsi, l'hebdomadaire révèle que le budget de service d'information du gouvernement (SIG), en charge de commander toute enquête d'opinion et de communiquer pour l'exécutif, a doublé sur la seule année 2020.

Il a dépensé 28 millions d'euros au lieu des 14 millions prévus. À Matignon, qui supervise le SIG, on explique cette nette augmentation par la pandémie de coronavirus : « À situation exceptionnelle, moyens tout aussi exceptionnels. » Mais la crise ne semble pas tout expliquer : la mise en place du numéro vert mis à disposition des Français pour répondre à leurs questions sur le Covid-19 n'aurait coûté

que 8 millions d'euros, selon L'Obs. Ce dernier précise qu'en parallèle, 33 études qualitatives et quantitatives ont été menées entre le 5 mars et le 28 mai 2020, ainsi que 12 « questions hebdomadaires d'actualité » pour environ un million d'euros. De son côté, Marc Fesneau, ministre en charge des Relations avec le Parlement, estime que ces sondages « ont permis la mise en place d'outils nécessaires pour répondre aux préoccupations de nos concitoyens ».

https://www.lepoint.fr/politique/sondages-communication-le-pog-non-de-dingue-depense-par-l-executif-04-06-2021-2429591_20.php

Dans les vraies démocraties, on se retire :

Janvier 2021. Aux Pays-Bas, Mark Rutte a démissionné de son poste de Premier ministre, et avec lui tout son gouvernement – une coalition de droite.



Le Premier ministre néerlandais démissionnaire Mark Rutte, le 20 janvier 2021 à la Haye

Mark Rutte a présenté sa démission en début d'année et avec lui son gouvernement de coalition de droite, suite aux révélations d'une commission d'enquête parlementaire.

On a beaucoup parlé de Mark Rutte l'année dernière lors des négociations sur le plan de relance européen... Le meneur des « frugaux » avait finalement consenti au plan de relance en échange d'un rabais important de la contribution des Pays-Bas à l'Union européenne.

Aux Pays-Bas, le Parlement a un rôle prépondérant. Pas comme en France, où le parlement n'est qu'une chambre d'enregistrement aux ordres de Macron.

Dupond-Moretti, Darmanin, Lecornu... la longue liste des ministres en exercice visés par la justice

JE M'ABONNE 3 MOIS POUR 1€ | SANS ENGAGEMENT

Eric Dupond-Moretti et Sébastien Lecornu sont désormais dans le collimateur pour soupçons de « prise illégale d'intérêts ».

Par L'Obs · Publié le 13 janvier 2021 à 12h58 · Mis à jour le 13 janvier 2021 à 13h01

🕒 Temps de lecture 4 min



Une information judiciaire visant Eric Dupond-Moretti a été ouverte pour des soupçons de « prise illégale d'intérêts ». (STEPHANE DE SAKUTIN / AFP)

🔖 Favoris | 📱 | 🐦 | ✉ | Commenter | Nous suivre 📧

- **Eric Dupond-Moretti, soupçonné de « prise illégale d'intérêts »**

Une information judiciaire visant le garde des Sceaux Eric Dupond-Moretti pour des soupçons de « *prise illégale d'intérêts* » liés à ses anciennes fonctions d'avocat a été ouverte ce mercredi 13 janvier à la Cour de justice de la République (CJR).